

des ont été réchappés par ce remède si simple, c'est-à-dire par l'eau qu'on appelle à bon droit le grand dissolvant.

H. St.-J.—Juin 1849.

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 12 JUN 1849.

LA DÉPÊCHE DE LORD ELGIN.

Nous avons publié, vendredi dernier, la dépêche de Lord Elgin sans l'accompagner de commentaires. Aujourd'hui, nous n'avons pas intention d'en parler au long, parce que nous ne croyons pas que ce soit nécessaire. Tous les lecteurs canadiens en effet, qui auront lu cette dépêche, auront dû se convaincre des vues libérales et justes de notre gouverneur actuel, et de l'impartialité qu'il montre dans le récit de nos événements. Qu'il nous suffise donc de dire que nous ne pouvons voir sans dégoût les productions de la presse socialiste de Montréal relativement à cette dépêche. Un pareil langage n'est propre qu'à confirmer l'idée que l'on a déjà de ces journaux-là, savoir : qu'ils n'ont d'autre but que de tout condamner, de tout bouleverser, de tout renverser, afin de se frayer un chemin, et se faire tribuns-du-peuple au petit pied!

Quant à la presse tory, une partie d'elle trouve qu'il n'y a que quelques mots à reprendre à cette dépêche; tandis que l'autre dit que c'est un tissu de mensonges. C'est bien gentil et bien poli, comme l'on voit. Au reste, on ne pouvait pas s'attendre à moins de la part des rédacteurs de ces journaux-là. On peut encore avoir une nouvelle preuve de leurs principes et de leur constance, quand on apprendra que les quelques journaux, qui, parmi eux, avaient paru trouver possible la dépêche de Lord Elgin, se sont mis depuis à la condamner entièrement. On va nous demander pourquoi ce changement. Eh! bien, c'est afin de se mettre à l'unisson avec l'autre partie de la presse tory. Il est bien vrai qu'on se contredit, qu'on se montre un peu *loose fish*; mais n'importe, il faut attendre le but commun qui est de monter au pouvoir ou de tout mettre dans la confusion.

Quant à la presse réformiste, cette presse qui veut pour le peuple des réformes utiles et non de vaines utopies, et qui ne croit pas que le patriotisme consiste à tout refuser, parce que ce tout ne nous donne pas entièrement ce que nous voulons; cette presse, qui représente la grande masse du peuple qui la soutient, est venue de l'avant, et a donné à Lord Elgin de justes déloges pour la manière habile et impartiale de laquelle il a raconté au gouvernement anglais les actes des vandales de Montréal. Elle a ajouté (et nous nous joignons aussi à elle en cela) que l'Angleterre, par la réponse qu'elle fait à Lord Elgin dans la dépêche de Lord Grey, agit conformément aux vœux de nos populations. Les Canadiens ne demandent que de continuer à se gouverner eux-mêmes, pour toutes leurs affaires intérieures et qui ne touchent pas directement aux intérêts de la Grande Bretagne. L'Angleterre nous assure que nous aurons désormais l'exercice plein et entier de ce droit imprescriptible. Nous la félicitons donc sur la politique libérale qu'elle suit aujourd'hui, et nous espérons qu'en si beau chemin elle continuera ses réformes, et n'aura plus en vue que les intérêts de tous les Canadiens, sans distinctions de races.

La Gazette de Montréal, dont le public connaît le langage incendiaire, redouble, s'il se peut, son ton révolutionnaire, et met en œuvre toute son énergie pour exciter de nouveau les émeutiers, et les porter à des actes de résistance et de rébellion. On se souvient que, le 25 avril, elle faisait sortir à 6 heures du soir un feuillet extraordinaire qui a été la cause directe de l'assemblée du Champ-de-Mars, et par ses paroles insurrectionnelles, l'instigateur des troubles et des outrages qui ont déshonoré notre ville ce soir-là et les jours suivants.

Hier, la même Gazette recommence la même tactique et les mêmes appels à la violence et à l'insurrection, et pour cela elle défigure et dénature de toutes manières le sens de la dépêche de Lord Grey. Elle nous dit en effet que "cette dépêche, sous l'autorité du gouvernement impérial, dénonce tout homme, qui en 1837 a pris les armes pour la défense de la couronne, comme une sorte de brigand inhumain, qui, loin de mériter du respect, n'est digne que de réprobation." Or, le texte même de la dépêche n'a jamais fait entendre pareille chose, par la bonne raison que jamais ministre anglais ne pourrait le dire. Mais la dépêche condamne les actes des misérables qui ont incendié le parlement, insulté le représentant de la souveraine, résisté à l'autorité établie, et commis cinquante autres outrages diaboliques. La Gazette néanmoins pense que son avancé mensonger pourrait bien servir sa cause; aussi le donne-t-elle comme conforme à la vérité, et puis elle ajoute: "La misérable minorité (les tories), qui conserva ce pays à l'Angleterre, quand celle-ci ne pouvait le conserver elle-même, serait capable, nous pensons, de le conserver pour elle-même, si les circonstances l'exigeaient. C'est une minorité assez forte pour remporter la grande majorité des élections dans les parties anglaises du Canada. Elle ne sera pas disposée à payer une taxe injuste pour récompenser ses ennemis français, ou à se soumettre longtemps à la domination française, quand même cette domination serait soutenue du gouvernement anglais."

Ainsi, que le gouvernement et que tous les libéraux, qui forment l'immense majorité de la population, se tiennent pour avertis; les tories qui sont une misérable minorité sont bien décidés, si l'on en croit leurs organes, à recourir aux moyens violents pour monter au pouvoir et empêcher la justice de se rendre en Canada. Ils déclarent que, si la reine sanctionne la conduite de Lord Elgin relativement au bill d'indemnité, le Canada est perdu pour l'Angleterre. "Si le London Times, dit la Gazette de Montréal, dans les articles que nous avons publiés récemment, exprime le sentiment du peuple anglais, de la même manière que nous savons que ce sont ceux de Lord Elgin et du cabinet impérial, alors nous n'hésitons pas à déclarer que les LOYAUX du Canada considéreront dorénavant leur allé-

geance sous un semblable point de vue." Donc, si l'Angleterre rend justice à la masse du peuple canadien, les loyaux prennent les armes et continuent la rébellion qu'ils ont commencée depuis le 25 avril dernier.

Ce sont là autant de paroles et autant de faits que nous aimons à recueillir, afin que le gouvernement soit prêt à tout événement, et afin que les populations libérales du Canada comprennent bien leur position et celle des misérables factieux qui ne sont loyaux qu'autant qu'on les paie.

Le Morning Courier du 7 termine un petit article sur la dépêche de Lord Grey par ce qui suit: "En dépit des dénégations du Times au sujet des marchands banqueroutiers (les tories), le parti Breton possède les quatre sixièmes (!) de l'argent comptant du Canada, et celui qui a l'argent a le pouvoir; l'argent comptant est par toute la terre le nerf de la guerre; toute tentative pour mettre à exécution de semblables menaces sera le signal d'une révolution (!!!) Le peuple ne doit pas être terrifié par des épouvantails. Que Lord Elgin et ses soutiens en Angleterre y prennent garde; car les bretons outragés pourraient bien, comme les Goths en Espagne, demander le secours des Maures."

Afin qu'on ne se méprenne pas sur le sens de ces dernières paroles, nous leur donnerons toute leur portée, en les mettant dans l'ordre suivant: "les Goths en Espagne appellèrent les Maures à leur aide; les tories du Canada pourraient bien les imiter, et réclamer le secours des Américains!"

Telle est la loyauté de ces gens-là! Parlez de justice égale, et de suite ils vous montrent les dents; mettez-la en pratique, ils prennent les armes et menacent de vous égorger. Et ce sont ces mêmes hommes qui reprochaient l'année dernière à la France les excès d'une populace égarée, qui rendait tristement et à jamais célèbres les journées de juin 1848! Mais eux-mêmes, s'ils ne redoutaient un jour les bayonnettes anglaises, ils se livreraient aujourd'hui aux mêmes excès. C'est un nouvel avis à tous les citoyens paisibles et amis de l'ordre d'être sur l'alerte, et prêts à réprimer toute tentative de tumulte ou d'insurrection.

L'Avenir dans sa feuille du 6, essaie de répondre à notre article en réponse au sien, au sujet des prêtres catholiques au tribunal de la pénitence. Il nous dit, entre autres choses: "Si l'on nous y force, nous n'hésiterons pas à prendre les moyens de prouver notre assertion." Si l'Avenir, par son assertion, veut parler de la phrase suivante: "Il y a des prêtres qui ont poussé le fanatisme politique jusqu'à menacer de se servir du tribunal de la confession pour forcer nos lecteurs à renvoyer le journal." nous nous en tenons à ce que nous avons dit: qu'il en dise d'avantage, s'il le veut; c'est son affaire.

Sans nous attacher à relever toutes les gentilleses de l'Avenir, nous lui disons que nous nous que le prêtre catholique "porte du fanatisme ou des considérations politiques au tribunal de la confession."

Quant à ce que nous avons dit dans notre feuille du 5, nous le maintenons et y persistons; et nous sommes bien certain que, bien que l'Avenir veuille faire de notre confrère de l'Echo des Campagnes un partisan de ses doctrines, ce journal-là a de trop bons principes pour se mettre à la remorque d'écrivains qui n'ont que des paroles de blâme pour le Pape, pour notre évêque et pour nos prêtres.

Dimanche dernier, ont eu lieu en cette ville et par tout le pays les processions de la Fête-Dieu. Comme nous ne pouvons parler de celle de Montréal, nous devons dire qu'il s'y en est fait quatre: une à la Paroisse, une autre à la Cathédrale, une troisième à St. Pierre, et la dernière à St. Jérôme. Le temps était en ce jour plus favorable, le soleil étant caché par des nuages toute la matinée. Les citoyens de toutes les classes avaient voulu contribuer à la majesté de la fête et à la beauté de la procession. Les rues en effet étaient bordées de tapis, épinettes, érables, etc., et dans un grand nombre d'endroits on voyait flotter dans l'air de nombreux étendards et drapeaux. De distance en distance, il se trouvait aussi des arcs de triomphe, et mille autres décorations du meilleur goût et souvent de la plus grande richesse. Nous avons remarqué aussi que plusieurs citoyens protestants avaient en l'attention de garnir de feuillage le devant de leurs maisons; les catholiques ne manquent pas de leur en savoir gré et d'en être reconnaissants.

Nous ne nommerons pas en particulier les citoyens qui ont le plus contribué à la magnificence des processions; il nous faudrait en citer un très grand nombre. Qu'il nous suffise de dire que tous ont rivalisé de zèle en cette occasion, et ne sont pas demeurés en arrière des autres années.

Nous eussions désiré donner l'ordre des différentes processions, mais nous n'en avons pas le temps. Disons néanmoins que la Société de St. Patrice, la Société de Tempérance, la Société St. Jean Baptiste, le Barreau, les différentes confréries, les communautés religieuses, les enfants des écoles chrétiennes, les élèves du Collège, les demoiselles de la Congrégation, etc., etc., en faisaient partie. Un nombreux clergé revêtu de magnifiques ornements, et les Evêques présents en ville, complétaient les processions, que suivait une foule innombrable, recueillie et silencieuse. C'est Mgr. de Montréal qui portait le St. Sacrement à la Procession de la Paroisse et qui le porta plus tard à celle de St. Pierre. Mgr. de Martyropolis remplissait ces mêmes hautes fonctions à la Procession de la Cathédrale.

En terminant, nous croyons devoir féliciter nos concitoyens sur l'ordre admirable et la paix parfaite qui ont régné durant ces pieuses et imposantes cérémonies. Il était beau de voir la majorité du culte catholique se montrant dans ces mêmes rues et ces mêmes quartiers, où il n'y a pas deux mois les incendiaires et les émeutiers commettaient des outrages atroces. Aux cris obscènes et aux imprecations de toutes sortes de ces jours mauvais, avaient succédé dimanche les chants religieux des cantiques et des psaumes; et au lieu de troupes de brigands et de malfaiteurs, on voyait tout ce que Montréal renferme de catholiques, un peuple immense se prosternant pour adorer Notre Seigneur Jésus-Christ présent au St. Sacrement. Le contraste était sublime; il faisait voir toute la beauté et la grandeur de la Religion Catholique.

Le Herald de Montréal, qui prétend toujours agir avec tant de respect pour le représentant de la souveraine, publie dans sa feuille de vendredi un extrait de la Gazette de Gaspé, dans lequel ce dernier journal injurie de la

manière la plus grossière le noble Lord qui est à la tête du gouvernement de ce pays. Le Herald appelle sans doute ce langage-là du *joking*. Mais les hommes vovés et de sang-froid appelleront cela un acte injustifiable et indigne d'une presse respectable.

M. Chiniquy ne se laisse pas; il continue une guerre acharnée contre l'intempérance, et partout il est victorieux. Il y a entre lui et les généraux d'armées cette différence: c'est que ceux-ci versent le sang, et que M. Chiniquy ne fait que renverser le vin. Nous apprenons qu'il vient encore d'enlever sous l'étendard, dont il fait si bien valoir la protection, 2600 personnes à St. François du Lac, 2500 à la Baie du Febvre et 1900 à St. David; en tout, 7,000 personnes!

Nous lisons dans un de nos échanges le passage qui suit: "L'idée d'un chemin de fer d'Halifax à l'Océan Pacifique, à travers les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, est actuellement entretenue par les hommes d'état de l'Angleterre. Un article dans l'Army and Navy Register avocace la construction immédiate d'un tel chemin, et prétend que le gouvernement anglais a déjà pris la chose en sa sérieuse considération."

Le Provincialist d'Hamilton demande au Morning Courier "s'il est vrai que les chefs de la ligne britannique à Montréal ont envoyé un agent à New-York pour acheter 30,000 mousquets (équipements complets), afin que, si le gouvernement impérial ne désavoue pas le bill d'indemnité, ils soient prêts, armés et équipés, à renverser le gouvernement et à séparer cette province de la Grande-Bretagne." Le Morning Courier répond que les mousquets coûtant, en grand nombre, 22 chelins et demi, il voudrait savoir où les "marchands banqueroutiers" de Montréal trouveraient £30,000 pour acheter les armes. Ce qui veut dire que le Courier ne répond pas à la demande. Est-ce que par hasard il craindrait de se compromettre?

La Gazette de Québec du 9 contient le passage suivant: "Dans la chambre des communes, M. Roebuck fit motion qu'il lui fût permis d'introduire un bill, pour le meilleur gouvernement de certaines possessions coloniales de l'Empire. Relativement au Canada, il proposait de séparer le Haut et le Bas-Canada, et d'en fixer les frontières exactement. Chaque province aurait une législature à part, et il y aurait de plus une législature fédérale pour le tout. Le gouverneur général agirait comme magistrat exécutif de la confédération. Il serait nommé par la mère-patrie, et sa nomination serait le seul lien positif entre la métropole et sa dépendance confédérée. La motion de M. Roebuck a été perdue par une majorité de 43 voix."

La Gazette Officielle de samedi nous apprend que A. C. Harvey, écrivain, est nommé avocat, et Patrick Griffin, gentilhomme, est nommé arpenteur.

Le même journal annonce que Wolfred Nelson, Olivier Berthelot, W. Workman, J. J. Day, M. J. Hayes, Guillaume Deschambault et R. L. McDonnell, écrivains, sont nommés pour constituer le "bureau central de santé." Le Dr. A. H. David en est le secrétaire.

Au 8 courant, il avait été émis pour £368,585 de bons provinciaux; il en est rentré pour £238,558; il y en avait encore en circulation pour £130,027.

A Port Hope, la brasserie de M. James Brown a été consumée par le feu la semaine dernière. On pense que c'est l'acte d'un incendiaire, pour la découverte duquel on offre \$300 de récompense.

Nos lecteurs peuvent juger de l'effort que produisent chez les protestants les articles que l'Avenir écrit contre le Pape, notre Evêque et nos prêtres, par l'extrait suivant du Witness de Montréal: "L'Avenir de cette ville publie quelques extraits de journaux Français, qui condamnent l'Eglise de Rome dans son désir insatiable du pouvoir. Là dessus, le Père Chiniquy écrit à l'éditeur de l'Avenir de lui discontinuer l'envoi de son papier, et ajoute qu'aucun bon catholique ne peut continuer à le recevoir. Quelques uns des lecteurs de l'Avenir ne sont pas de cet avis, et le dernier numéro de ce journal ne contient pas moins de trois lettres, écrites par des personnes qui se disent de bons catholiques, et qui, tout en admettant les droits du père Chiniquy à la reconnaissance de ses concitoyens pour ses travaux de tempérance, critiquent sévèrement sa lettre. Le peuple commence à examiner et à juger par lui-même, même en Canada."

Nous voyons par les journaux de Québec que, vendredi dernier, au Conseil de ville, un des conseillers fit une motion, qui fut opposée par un autre conseiller, parce que, disait celui-ci, le Canada sera américain dans 3 mois. Le premier de traverser la salle et de frapper le second qui tombe par terre. De là une rixe, qui finit bientôt par l'intervention de la police.

Mgr. de Montréal est parti hier pour St. Hyacinthe, où il doit célébrer demain la fête de St. Antoine, patron du collège de cette place. S. C. y donnera l'ordre de la prière à M. Albert Lacombe, que Mgr. de Montréal ordonna Diacre dimanche dernier, à la Cathédrale. Ce jeune Monsieur, qui était employé dans les bureaux de l'Evêché, se défina aux missions de Pimblina et notre compatriote M. Belcourt travaille avec un grand succès.

Nous voyons avec plaisir qu'hier soir le Conseil municipal de cette ville a nommé M. Jérémie chef de Police en place de M. Wily. C'est le sergent Flynn qui succède à M. Jérémie.

Hier, le corps des cordonniers de cette ville s'est réuni dans la côte St. Laurent; d'où, musique en tête, et avec drapeaux et étendards déployés, il a parcouru les différentes rues de la ville. A 6 heures, le cortège est revenu par la rue Notre Dame et la petite rue St. Jacques, jusqu'à la côte St. Laurent, où le corps de musique a joué, "Dieu sauve la Reine," et l'on s'est dispersé en poussant trois vivats énergiques. Nous ne voyons pas grand mal à ce que les cordonniers, comme les autres corps de métier, se rassemblent une fois l'an pour célébrer la fête de leur patron. Mais il serait regrettable qu'ils se réunissent plus souvent dans ce but; car c'est une perte immense pour eux et bien inutile. En supposant en effet qu'ils ne fussent hier que

400 à 450, la perte de leur journée et les dépenses extra ont dû leur faire une perte totale de au moins £100. Or, £100 dans le moment actuel est une somme bien forte, surtout pour un corps qui se plaint de n'être pas encouragé.

La Gazette de Montréal du 6 courant dit: "C'est la sanction de S. M. au bill (d'indemnité) qui fixera la destinée du Canada."

C'est par oubli que nous n'avons pas accusé réception de la première livraison de l'Album du Canadien de Québec. Cette livraison contient les premières pages de "l'histoire véritable et naturelle des mœurs et productions de la Nouvelle-France, vulgairement dite le Canada." Voici ce qu'en dit le Canadien lui-même:

"Cet ouvrage, imprimé à Paris il y a 186 ans, est extrêmement rare. L'exemplaire que nous en avons entre les mains est peut-être le seul qui existe en Canada. L'auteur est un homme du pays, M. Pierre Boucher, gouverneur de Trois-Rivières, et le souche de plusieurs familles canadiennes des plus honorables. Il est mort âgé de près de cent ans. Il avait été député à la cour pour représenter les besoins de la colonie, et ce fut lors de ce voyage en France qu'il fit imprimer cette relation fidèle de ce qu'il avait lui-même observé. L'épître dédicatoire est datée du 3 octobre 1663, et adressée à Monseigneur Colbert, Conseiller du Roy en son Conseil Royal, Intendant des finances, et Sur-Intendant des Bâtiments de Sa Majesté, Baron de Seignelay, &c. Nous conserverons l'ancienne orthographe, qui a aussi son intérêt pour ceux qui aiment à comparer le présent avec le passé. Au moyen d'un numéro complémentaire l'Album du Canadien formera, à la fin de l'année, un beau volume in-octavo de 200 pages, que les abonnés du journal auront en par-dessus le marché."

Nous voyons avec plaisir ce nouvel essai fait pour répondre parmi nous de bonne littérature, qui soit également irréprochable sous le rapport moral que sous le rapport du style. Nous espérons qu'en continuant à donner à son Album un soin tout particulier dans le choix de ses articles, le Canadien encouragera de l'encouragement de la part du public.

Le News de Kingston (du 6) dit qu'il y a eu dans cette ville-là 15 décès par le choléra; c'est dans le lot numéro 24, la partie la plus malpropre de la cité. Le 5 et le 6, il n'y eût été déclaré aucun nouveau cas.

Le 7, il y a eu à St. Louis Missouri 18 décès par le choléra; le 8 à Cincinnati, il y en a eu 4; le même jour, à New-York, il se déclarait 110 nouveaux cas, et il y mourait 19 personnes. A la Nouvelle-Orléans, le général Gaines est mort du choléra, le 8 du courant, après une heure et seize minutes de maladie.

Dimanche, il y a eu à N.-Y. 14 nouveaux cas de choléra et 10 décès; et hier il y a eu 24 nouveaux cas et 12 décès.

Le Globe de Toronto dit que les compagnies de pontiers viennent d'y être congédiées.

La correspondance londonienne de la Gazette de Québec porte que "la violence et le vandalisme dont on vient d'user en Canada ont excité une extrême indignation en Angleterre;" que la dépêche de Lord Elgin est "des plus excellentes."

L'Album de la Minerve, pour le mois de mai, nous est parvenu; nos remerciements à M. Duvernay. Nous en parlerons plus au long vendredi.

La Feuille d'Erable pour mai est reçue. Elle contient deux nouvelles: Rosa, et Daniel O'Rourke. — Le prix d'abonnement est de cinq chelins par an.

Le journal anglais d'Agriculture pour le mois de juin nous est parvenu. Il contient toujours une foule d'articles du plus haut intérêt et de la plus grande utilité pour toutes les personnes qui s'occupent d'agriculture.

Le 13 mai, il y a eu à Maracibo un grand tremblement de terre, qui a détruit des propriétés au montant de \$200,000. Une femme seulement a péri.

Les directeurs des chemins de fer de Boston et du Maire ont résolu de n'employer personne qui usera de boissons enivrantes!

Nous voyons par nos échanges que le président Roberts était arrivé à Libéria. Il a réussi à faire reconnaître l'indépendance de la petite république par la France l'Angleterre et la Belgique. Le gouvernement anglais a accordé aux Libériens le droit de commercer entre le Cap Mount et Palmas, et a consenti à ce que la république achète tout le pays entre le Cap Mount et la Rivière Sherbro. Un banquier anglais a donné pour cela à la république la somme de £3,000 à £4,000. L'Angleterre a de plus donné à Libéria un vaisseau de 4 canons. Les Anglais avaient détruit tous les établissements à esclaves à Galenas qui a été brûlé; ils devaient en faire autant à New Cess. Le commerce de la république est un peu stagnant, mais il paraît devoir bientôt se ranimer. Les habitants y paraissent contents et heureux.

A la chambre des lords, il a été proposé et passé une résolution portant que le rappel des lois de navigation est une conséquence inévitable de la législation toute récente de l'Angleterre relativement au commerce. La division à ce sujet a été le 116 contre 103. Le bill pour le rappel de ces lois est donc sûr de subir sa troisième lecture et de devenir loi.

Un M. Rathbone, de Liverpool, vient de donner £500 au Père Mathieu, pour le mettre en état de payer sa surcharge de l'assurance sur la vie, le R. P. ayant toujours intention de passer en Amérique.

Il paraît que, le 24 mai, M. Roebuck devait, à la chambre des communes, ramener sur le tapis les affaires du Canada. Lord Brougham devait faire la même chose, le 1er juin, à la chambre des Lords.

Les nouvelles de Rome vont jusqu'au 15 mai. Rapparaît que les Français voulurent (le 13) passer le Tibre au pont Molvin; mais que les insurgés brûlèrent le pont, avant que les Français eussent pu effectuer leur